

**Séance ordinaire du
mercredi 19 décembre 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

**Avenant au contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et
l'Université Paul Valéry Montpellier III : création d'un groupe de recherche-
action portant sur les discriminations**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 25 octobre 2018 le Conseil municipal a autorisé par délibération n°V2018-394 la signature d'un contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et L'Université Paul Valéry Montpellier III, portant sur la création d'un groupe de recherche-action dont l'objet est l'étude des discriminations sur le territoire de la ville.

Il est aujourd'hui proposé par avenant deux modifications à ce contrat :

- la modification de la date de versement de la participation financière de la Ville de Montpellier, qui s'engage à verser à l'UPVM une somme globale et forfaitaire de 21 098 € HT (25 317 € TTC) à la signature du contrat, étant entendu que si la livraison du rapport final n'était pas réalisée la Ville pourrait exiger le remboursement de 11 098 € HT à l'UPVM à l'issue du contrat ;
- la modification des dates de début et de fin du contrat, qui prendra effet le 1er décembre 2018 et se terminera le 31 octobre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant au contrat de collaboration de recherche annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée aux Affaires Sociales, Madame Annie YAGUE, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant au contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181219-68042-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/18
Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.